



PRÉFET DU JURA

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement
Bourgogne - Franche-Comté**

**Service Prévention des Risques
Département Risques Accidentels
Pôle Inspection Risques Accidentels**

**Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement**

**Société SOLVAY OPERATIONS
FRANCE
39 500 ABERGEMENT-LA-RONCE**

**LE PREFET,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Arrêté n° 39 - 2019 - 12 - 26 - 001

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires suite à l'augmentation de production de PVDC de 45 à 60 kt/an.

VU le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, partie législative, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L.511.1 définissant la nature des enjeux à protéger au travers de cette réglementation ;

VU les articles R.181-45 et R.211.11.1 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et fixant les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R.212-9 du code de l'environnement ;

VU la décision d'exécution (UE) 2016/902 de la commission du 30 mai 2016 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de traitement/gestion des effluents aqueux et gazeux dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil, et son annexe associée ;

VU l'arrêté préfectoral n°39-2017-11-07-001 du 7 novembre 2017 portant prescriptions complémentaires suite à l'augmentation de production de PVDC de 35 à 45 kt/an avec une baisse concomitante de la capacité autorisée de production de VDC de 70 kt/an à 63 kt/an ;

VU l'arrêté préfectoral n°53 du 21 janvier 2011 modifié consolidant les prescriptions techniques applicables à un certain nombre d'installations au sein de la société SOLVAY Electrolyse France située sur la plate-forme chimique de Tavaux et autorisant une capacité de production de VDC et PVDC de respectivement 70 kt/an et 35 kt/an ;

VU l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 codifiant et renforçant les prescriptions applicables à la société Solvay Opérations France ;

VU la demande d'autorisation d'augmentation de capacité de production des installations de fabrication du polychlorure de vinylidène (PVDC) à 60 kt/an, déposée le 6 décembre 2018 ;

VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 19 juillet 2019 au 2 septembre 2019 inclus, le registre d'enquête, les conclusions et l'avis du Commissaire Enquêteur en date du 18 septembre 2019 ;

VU l'étude technico-économique de réduction/suppression des rejets en micro-polluants dans l'eau du 8 mars 2018 de la société SOLVAY Opérations France, intitulée « Etude Technico économique 3RSDE », complétée le 22 mai 2018 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 5 décembre 2019 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 17 décembre 2019 ;

CONSIDERANT la non prise en compte de la demande d'abrogation relative à la mesure de maîtrise des risques au sein des installations VF2/HFA pour le scénario n°36 du courrier référencé EPa 19-30 du 16 mai 2019, mais visé en texte de référence dans l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 ;

CONSIDERANT la demande de l'exploitant de retirer la prescription à l'article 3.2 du titre 3-C-1 de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019, relative aux règles d'exploitation de l'échangeur à eau C241, argumentant que cet échangeur n'a jamais été installé ;

CONSIDERANT que la demande d'augmentation des capacités de production de 45 à 60 kt/an de PVDC a pour conséquence une augmentation des consommations en eau ;

CONSIDERANT la diminution de la concentration des matières en suspension en sortie de station de traitement biologique de traitement des effluents aqueux ;

CONSIDERANT la mise en place d'un réservoir tampon N020 permettant de lisser les effluents gazeux issus de la fabrication du VDC et du PVDC, associé à une installation de traitement des effluents gazeux (UTEG IXAN) permettra de réduire de manière significative les émissions de COV atmosphériques ;

CONSIDERANT que les impacts sur l'environnement sont maîtrisés et limités ;

CONSIDERANT que les mesures prises en matière de sécurité garantissent le maintien du niveau de sécurité existant ;

CONSIDERANT que l'impact de l'augmentation de capacité de fabrication de PVDC sur les rejets aqueux est compatible avec le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;

CONSIDERANT que les modifications envisagées sont substantielles au sens de la législation sur les installations classées et nécessitent des prescriptions complémentaires en vue de préserver les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du département du JURA ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société SOLVAY Opérations France dont le siège social est situé 25, rue de Clichy, 75 009 Paris, est tenue, pour son établissement de Tavaux (39), de respecter les dispositions des articles 2 et suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2 : ABROGATIONS

2.1 : La mesure de maîtrise des risques suivante, décrite au sein des installations VF2/HFA pour le scénario n°36 : « destruction prioritaire des acides concentrés au service POC et diminution du titre maximal de l'acide à 25 % dans IO13 » décrite à l'article 7 du titre 3-D-1 de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019, est abrogée.

2.2 : Le tableau de l'annexe 1 des annexes communes de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019, listant les installations classées pour la protection de l'environnement intitulé « *Liste des installations classées de l'établissement SOLVAY OPERATIONS France – TAVAUX* », est abrogé et remplacé par l'annexe 1 du présent arrêté (non communicable – non publiable).

2.3 : Les dispositions du titre 2 chapitre 1 « *Prévention de la pollution de l'eau, prélèvements d'eau, dispositions techniques applicables à la station de traitement physico-chimique et biologique (station « BIO »)* », de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont abrogées et remplacées par celles figurant en annexe 2 du présent arrêté.

2.4 : Les dispositions du titre 3-C-2 « *Dispositions particulières applicables à l'installation de fabrication du polychlorure de vinylidène (PVDC)* » -hors annexe associée - de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 sont abrogées et remplacées par celles figurant en annexe 3 du présent arrêté (non communicable – non publiable).

L'article 2 du présent titre est applicable à compter de la mise en service de l'installation UTEG IXAN, qui devra intervenir au plus tard le 31/12/2020.

2.5 : L'annexe 2 « *Circuit des effluents industriels* » du titre 2 chapitre 1 de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 est abrogée et remplacée par l'annexe 4 du présent arrêté.

2.6 : L'annexe 1 « *Circuit général de traitement des effluents gazeux et implantation des cheminées* » du titre 2 chapitre 2 de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 est abrogée et remplacée par l'annexe 5 du présent arrêté.

ARTICLE 3 : MODIFICATIONS

3.1 : Le premier paragraphe de l'article 10 du TITRE 3-F « *Installations de combustion* » (titre 3-F-2) de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019, est modifié par l'article 3.1 du présent arrêté :

« La limite moyenne annuelle du débit de consommation d'eau exprimée en mètres cubes par heure, est fixée respectivement à :

- 260 m³/h d'eau de refroidissement ;
- 635 m³/h d'eau pour la production d'eau déminéralisée ;
- 8 m³/h pour le procédé de traitement des fumées.

3.2 : Le titre 3-C « *Matières plastiques chlorées* » de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019, est complété par le titre 3-C-4 « *Dispositions particulières concernant l'unité de traitement des effluents gazeux (UTEG IXAN) et le réservoir tampon associé NO20 du service IXAN* », figurant en annexe 6 du présent arrêté (non communicable – non publiable).

Les dispositions techniques du présent titre sont applicables à compter de la mise en service de l'installation UTEG IXAN, qui devra intervenir au plus tard le 31/12/2020.

3.3 : Le terme « UTEG DCE » utilisé dans le titre 3-C-1 « *Dispositions particulières applicables à l'installation de fabrication du chlorure de vinylidène (VDC)* » est remplacé par le terme « UTEG IXAN », à compter de la date de mise en service de l'UTEG IXAN (non communicable – non publiable).

Les dispositions techniques du présent titre sont applicables à compter de la mise en service de l'installation UTEG IXAN, qui devra intervenir au plus tard le 31/12/2020.

ARTICLE 3 – DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 4 – DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site Internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la Société SOLVAY Opérations France.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairies d'ABERGEMENT-LA-RONCE, DAMPARIS et TAVAUX et peut y être consultée ;

2° un extrait de l'arrêté est affiché en mairies d'ABERGEMENT-LA-RONCE, DAMPARIS et TAVAUX pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbaux de l'accomplissement de cette formalité sont dressés par les soins des maires et adressés à la préfecture du Jura ;

3° le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture du Jura pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de LONS-LE-SAUNIER, M. le Sous-Préfet de DOLE, le Maire d'ABERGEMENT-LA-RONCE, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également adressée à :

- Conseils municipaux d'ABERGEMENT-LA-RONCE, AUMUR, CHAMPVANS, CHOISEY, DAMPARIS, GEVRY, SAINT-AUBIN, et SAMEREY ;
- Sous-Préfet de DOLE ;
- Directeur Départemental des Territoires du Jura ;
- Directeur Départemental des Territoires de la Côte d'Or ;
- Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé du Jura ;
- Responsable de l'UD de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile du Jura ;
- Directeur Départemental du Service Incendie et de Secours du Jura ;
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne - Franche-Comté à Besançon ;
- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Auvergne Rhône-Alpes/UD Villeurbanne.

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**



Fait à LONS-LE-SAUNIER, le **26 DEC. 2019**

Pour le Préfet, délégation
Le secrétaire général

[Signature]
Stéphane CHIPPONI

ANNEXE 2

TITRE 2

**DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES APPLICABLES
A L'ÉTABLISSEMENT**

CHAPITRE 1

**PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU
PRELEVEMENTS D'EAU**

**DISPOSITIONS TECHNIQUES APPLICABLES A LA STATION DE
TRAITEMENT PHYSICO-CHIMIQUE ET BIOLOGIQUE (STATION « BIO »)**

Les dispositions du présent chapitre sont applicables sans préjudice des dispositions plus contraignantes figurant dans les titres applicables à des installations particulières de l'établissement réglementé par le présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 1 : PRÉLÈVEMENTS D'EAU

ARTICLE 1.1 : GENERALITES

L'ensemble des installations industrielles présentes sur la plate-forme est alimenté à partir d'ouvrages de prélèvement en nappe exploités par la société INOVYN France.

Les ouvrages de prélèvements des eaux superficielles ou souterraines de ces mêmes installations sont exploités par la société INOVYN France.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter le flux d'eau.

ARTICLE 1.2 : CAS PARTICULIER (CONSOMMATION D'EAUX POUR LE REFROIDISSEMENT)

Sans préjudice des dispositions des articles ci-dessus, la consommation des circuits de refroidissement par l'ensemble des installations autorisées par le présent arrêté ne peut excéder :

Secteur ou service	(Rattachées aux installations réglementées spécifiquement par le titre)	Débit maximum pour les usages de refroidissement (exprimé en moyenne mensuelle (m ³ /h), sauf mention contraire)	Commentaires et précisions utiles
CERA IXOL	<i>TITRE 3-B</i>	120 m ³ / heure	
IXAN (VDC / PVDC)	<i>TITRE 3-C</i>	610 m ³ / heure	L'eau de refroidissement nécessaire à la synthèse de VDC provient de l'eau de pompage de puits usine. Les eaux de refroidissement nécessaires au groupe frigorifique de l'unité VDC et à différents échanges thermiques dans l'unité VDC sont utilisées en circuit fermé et proviennent de la tour de réfrigération « IXAN ». Ces eaux sont rejetées dans le réseau eaux pluviales de la plate-forme.
Fluorés hors PVDF	<i>TITRE 3-D</i>	147 m ³ / heure	/
PVDF	<i>TITRE 3-E</i>	240 m ³ / heure	/
GN	<i>TITRE 3-F</i>	260 m ³ / heure (moyenne annuelle)	/

Chaque année, au plus tard fin du premier trimestre, l'exploitant doit adresser à l'Inspecteur des installations classées un rapport annuel indiquant :

- le volume global d'eau utilisé par SOLVAY Opérations France. Ce bilan distingue le volume d'eau de refroidissement des autres et leurs origines (eaux superficielles, nappe, réseau d'eau potable) ;
- l'identification d'éventuelles économies facilement réalisables, supplémentaires par rapport aux engagements pris à l'issue de l'étude technico-économique prescrite par l'article 2 de l'arrêté préfectoral INOVYN France n°39-2019-04-16-001.

ARTICLE 2 : TYPOLOGIE DES EFFLUENTS AQUEUX, POINTS DE REJET AUTORISES ET CIRCULATION GENERALE DES EFFLUENTS

ARTICLE 2.1 : TYPOLOGIE DES EFFLUENTS

Les eaux polluées générées par les différentes unités de la société Solvay Opérations France sont collectées selon leur nature et le cas échéant la concentration des substances qu'elles transportent et acheminées vers les traitements dont elles sont justifiables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci-après et repris au schéma joint à l'annexe 1 au présent titre.

On distingue:

- les eaux vannes et les eaux usées de lavabo, toilettes... (EU) ;
- les eaux pluviales (EP) et les eaux de refroidissement (ERef) ;
- les effluents industriels (EI) tels qu'eaux de lavage, de rinçage, de procédé...

Les modalités d'envoi des effluents industriels vers la STEP BIO (nature, flux, toxicité, etc.) sont définies et encadrées par une convention ou tout document équivalent établie entre le producteur et le gestionnaire des installations de traitement.

ARTICLE 2.2 : PLANS DE CIRCULATION DES EAUX

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour un plan de l'ensemble des réseaux de collecte et d'approvisionnement susvisés de circulation de l'eau et des effluents comportant notamment :

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, postes de mesure...) ;
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.

Il sera tenu à jour à chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

ARTICLE 2.3 : CIRCULATION DES EFFLUENTS

Le « **réseau pluvial** » se rejette au niveau du « **contrefossé 1** » c'est à dire dans la partie « **amont** » du contrefossé du Canal du Rhône au Rhin (*).

Le « **réseau chimique** » encore appelé « **égout chimique** » se rejette dans les **bassins de décantation** par l'intermédiaire de nourrices.

Le surnageant (liquide clair) des bassins, ainsi que les eaux ayant traversé le « blanc » (solide issu de la décantation) desdits bassins, se rejettent dans le « **contrefossé 2** » ou « CF2 » au niveau du point SB (sortie bassins), c'est à dire dans la partie « aval » du contrefossé du Canal du Rhône au Rhin (*).

Les bassins de décantations, ainsi que ce point de rejet SB sont exploités par Inovyn France. Avant rejet dans l'égout chimique proprement dit, les effluents peuvent transiter par des réservoirs souterrains n'assurant pas de fonction de traitement, appelés « pots ».

Le **contrefossé** du Canal du Rhône au Rhin, se rejette dans l'étang de l'Aillon, exploités par Inovyn France.

Le contre fossé collecte également :

- les eaux de la station biologique exploitée par Solvay Opérations France et prenant en charge ses propres effluents ainsi que ceux d'Inovyn France (station BIO), se rejettent dans le « contrefossé 1 » ou « CF1 » ;
- les eaux de l'installation de traitement des eaux polluées TEP exploitée par Inovyn France ;
- les eaux de l'installation de neutralisation TEF1/TEF2 du service Pyrolyse d'Inovyn France ;
- les eaux acides de l'OHT POC d'Inovyn France servant à la neutralisation des effluents du bassin de décantation ;
- les eaux de purge des TRG de l'ensemble de la plateforme ;
- les eaux de refroidissement en circuit ouvert de l'ensemble de la plateforme ;
- les eaux d'exhaure des puits non traités exploités par INOVYN France ;
- un ensemble d'autres eaux pris en charge par INOVYN France dont la localisation figure sur le plan de (surverse du canal du Rhône au Rhin, eaux de la commune d'Abergement la Ronce, biefs etc.).

L'Etang de l'Aillon se rejette via son **déversoir**, dans la rivière Saône (point de rejet « SA » pour « Sortie Aillon »).

Tous les réseaux d'eaux pluviales et d'effluents de la plate-forme sont gérés par INOVYN France, à l'exception de ceux qui sont spécifiques à un autre exploitant.

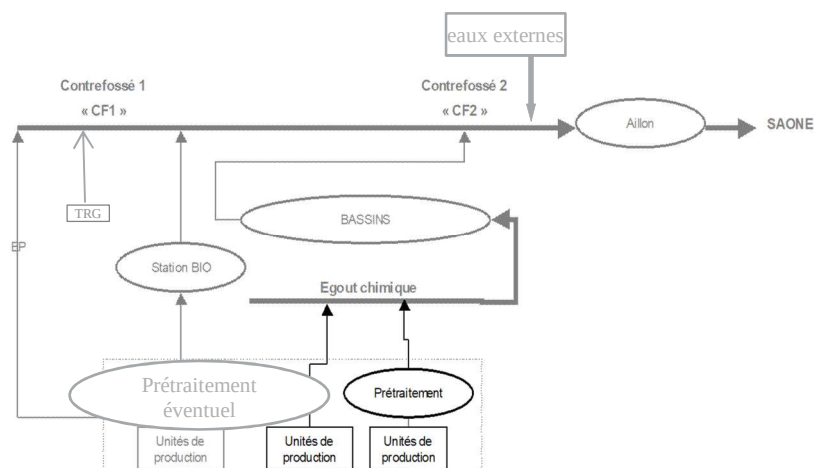
Tous les effluents et eaux pluviales présents dans le contre-fossé 1 et en aval de celui-ci jusqu'au déversoir de l'étang de l'Aillon sont gérés par Inovyn France.

** il n'existe donc qu'un seul contrefossé, mais il reçoit des effluents en différents points.*

Le réseau d'égout chimique dont Solvay Opérations France a la charge doit être étanche aux produits véhiculés. Les égouts véhiculant des eaux polluées ou susceptibles de l'être, par des liquides inflammables doivent être pourvus d'une protection efficace contre le risque de propagation de flamme.

L'entretien et l'exploitation des réseaux d'égout pluvial et chimique lui appartenant relèvent de la responsabilité de l'exploitant.

Le circuit des effluents se résume ainsi pour Solvay Opérations France :



ARTICLE 2.4 : POINTS DE REJETS AUTORISES SELON LA NATURE DES EFFLUENTS

Sans préjudice des conditions et normes objet de l'article 3 du présent chapitre, sont autorisés les points de rejets suivants :

POINT DE REJET AUTORISE POUR LES EU

Les **eaux vannes des sanitaires** et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur et rejetées dans le réseau d'égout pluvial de la plateforme

POINT DE REJET AUTORISE POUR LES EP NON POLLUEES ET LES CONDENSATS

Les **condensats** proviennent de la vapeur utilisée dans les réchauffeurs. Ces eaux ne doivent subir aucune altération chimique liée au fonctionnement de l'installation et peuvent donc être rejetées dans le réseau « eaux pluviales » de l'établissement.

Les **eaux pluviales et de lavage des sols non polluées** sont collectées et acheminées par le réseau d'égout pluvial de l'établissement.

POINTS DE REJETS AUTORISES POUR LES EP SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les **eaux pluviales susceptibles d'être souillées** par des hydrocarbures, telles que les eaux de ruissellement de chaussées et de parking et des aires de distribution de carburant des zones nouvelles aménagées, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant de rejoindre l'égout pluvial.

Plus généralement les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par quelque composé que ce soit, doivent pouvoir être collectées pour subir un traitement ultérieur avant leur rejet dans l'égout pluvial.

L'exploitant met en place un dispositif de récupération des eaux superficielles chargées en poussières de charbon autour de tout ou partie du stockage de charbon, de telle sorte que le rejet à l'égout pluvial de ce stockage ne contienne pas plus de **30 mg/l** de MES.

POINT DE REJET AUTORISE POUR LES EREF

Les **eaux de refroidissement non recyclées** ainsi que les eaux des purges des tours de réfrigération (TRG) sont rejetées dans le réseau d'égout pluvial de l'établissement.

POINT DE REJET AUTORISE POUR LES EI

Le schéma de collecte et de traitement des EI est repris à l'annexe 2 du présent titre.

Aménagement des points de rejet des EI

Les points de rejet des EI doivent permettre la réalisation de mesures de débit, et comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre la mise en place du matériel de mesure.

Cas général de rejet pour les EI

Les **effluents industriels** sont rejetés - directement ou, si besoin, après traitement - à l'égout chimique. Ce dernier rejoint les bassins de décantation de INOVYN France.

Cas particuliers de rejet pour les EI

Les **effluents industriels** issus :

- du secteur PVDC ;
- du secteur PVDF.

sont, d'une manière générale, collectés séparément pour être traités dans la **station d'épuration physico-chimique et biologique** (dite « STEP BIO ») de la plate-forme, sous réserve de la compatibilité de la composition des effluents considérés (présence d'organiques chlorés), avec le procédé de traitement de la DCO de cette station. Par défaut, ils sont éliminés selon une filière de traitement de déchets dûment autorisée.

Cette station est disposée et aménagée conformément aux éléments du dossier de déclaration d'extension du 3 mai 2013.

Le flux annuel de DCO rejeté en sortie de la STEP BIO vers l'égout pluvial est limité à **528 885 kg/an et 2050 kg/jour** sur échantillon moyen 24h00.

Les effluents suivants de ces services sont rejetés vers les **bassins de décantation** :

- effluents G049 du PVDF, visés à l'article 1 du titre 3-E/PVDF du présent arrêté ;
- le pot X042 des IXAN avec potentiellement les effluents E4/E5 du PVDC ne pouvant être pris en charge par la STEP BIO, visés à l'article 1 du titre 3-C-2/PVDC du présent arrêté.

Le flux annuel de DCO en provenance de ces secteurs dirigés vers les bassins de décantation et comprenant les détournements éventuels des effluents redevables d'un traitement à la STEP BIO est limité à **65,7 t/an**.

ARTICLE 2.5 : BASSIN DE CONFINEMENT DE LA PLATE-FORME CHIMIQUE

Le bassin de confinement des eaux de 27 000 m³ capable de collecter l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident et/ou d'un incendie et/ou l'abattage d'un nuage de gaz toxique sur la plate-forme est mis à disposition à Solvay Opérations France par INOVYN France

Une ou plusieurs conventions entre ces exploitants encadrent l'utilisation de cet ouvrage.

La capacité de ce bassin à contenir l'intégralité des effluents susceptibles d'être générés en cas d'accident doit être vérifiée lors de chaque mise à jour, réactualisation ou nouvelle étude de dangers produite pour les installations de Solvay Opérations France.

ARTICLE 3 : CONDITIONS, NORMES DE REJET ET AUTOSURVEILLANCE APPLICABLES AUX REJETS AQUEUX

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs, ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager (en fonctionnement normal) en égout, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

ARTICLE 3.1 : CONDITIONS, NORMES DE REJETS ET AUTOSURVEILLANCE APPLICABLES AUX EFFLUENTS INDUSTRIELS

NORMES APPLICABLES A CERTAINS EFFLUENTS INDUSTRIELS AVANT LEUR ENTREE DANS L'EGOUT CHIMIQUE

Ces normes de rejets sont indiquées dans le titre 3, dans chaque sous-titre dédié aux unités.

AUTOSURVEILLANCE APPLICABLE A L'EFFLUENT SORTIE STATION BIO

Définitions de certains paramètres de suivi.

- **Taux d'abattement DCO STEP-BIO :**

Définition

Ratio « DCO abattue par les unités de prétraitement physico-chimiques PCT IXAN et par l'unité de traitement biologique » / « DCO reçue à l'entrée des unités de prétraitement physico-chimiques PCT EPI, PCT IXAN, décarbonatation et de l'unité de traitement biologique ».

Ce taux prend en compte la fuite de DCO via l'envoi des boues minérales du PCT EPI vers les bassins de décantation.

- **Taux d'abattement DCO global :**

Définition

Ratio « DCO abattue par les unités de prétraitement physico-chimique PCT DCE, FLT PVDF, PCT IXAN et par l'unité de traitement biologique » / « DCO sortant des services Allyliques, DCE, IXAN et PVDF traitée à la STEP-BIO et/ou dirigée vers les bassins de décantations » de INOVYN France.

- **Taux d'abattement MES STEP-BIO :**

Définition

Ratio « MES retenues par les unités de prétraitement physico-chimiques PCT EPI + PCT IXAN, par les bassins de décantation, et par l'unité de traitement biologique » / « MES reçues à l'entrée des unités de prétraitement physico-chimiques PCT EPI PCT IXAN et de l'unité de traitement biologique ».

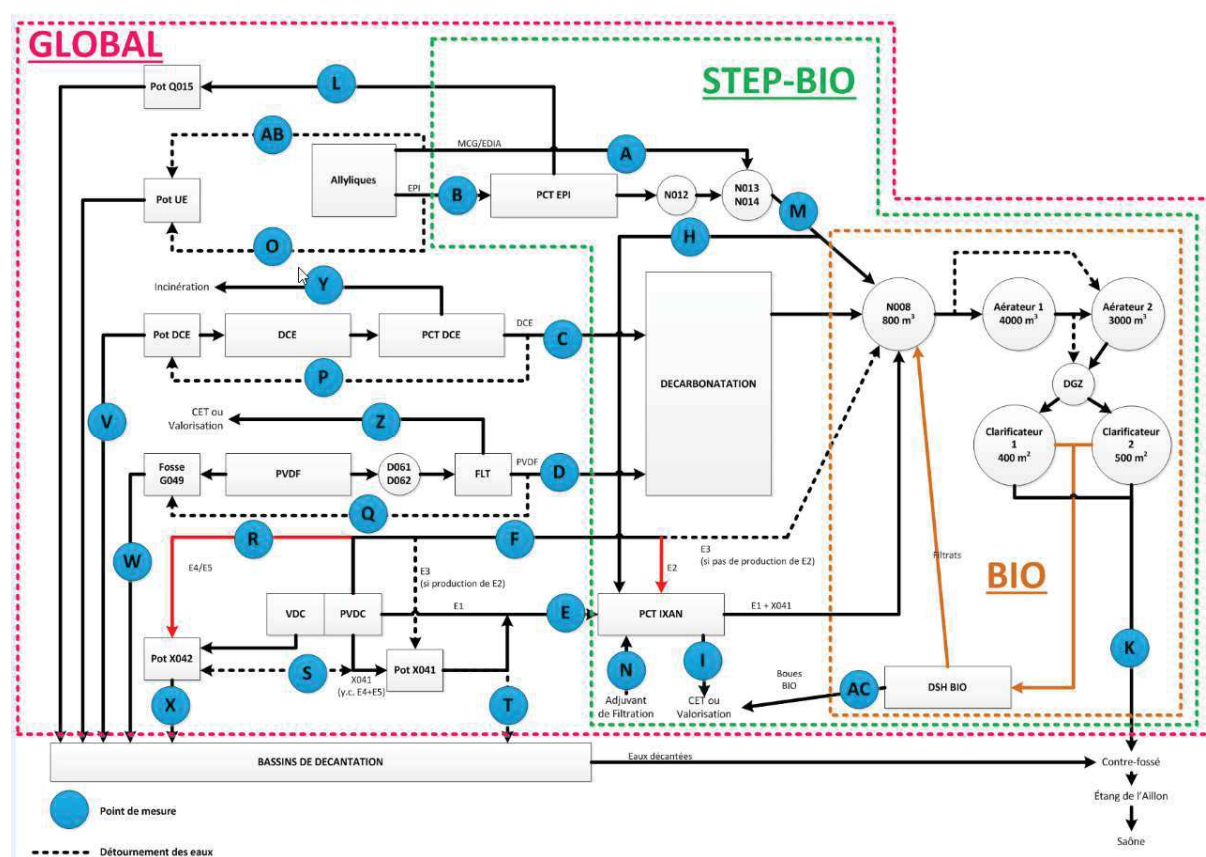
- **Taux d'abattement DBO₅ BIO :**

Définition

Ratio « DBO₅ abattue par l'unité de traitement biologique / DBO₅ sortie de N008 »

Hormis pour ce qui concerne le taux d'abattement DCO global, les taux précités sont exprimés en % et calculés en considérant la STEP BIO en fonctionnement normal, c'est à dire sans rentrer dans les cas de marche dégradée définis à l'article 5 du présent titre.

Schématiquement ces paramètres sont représentés sous la forme suivante :



Les effluents issus de la station BIO doivent faire l'objet de l'autosurveillance suivante :

Paramètres	Norme sur échantillon moyen 24 h	Autosurveillance	
		Fréquence mesure	Fréquence transmission
Rendement ¹ DCO STEP BIO sur l'ensemble des effluents reçus sur la station BIO	≥ 85 %	/	T
Rendement d'abattement DCO global	/	/	
Rendement ¹ MES STEP BIO sur l'ensemble des effluents reçus sur la station BIO	≥ 90 %	/	
Débit	/	C	
DCO (Afnor modifié-ajouts dosés 1 fois par semaine) ²	300 mg/l	J sur échantillon moyen prélevé sur 24 heures	
COT ²	/		
MEST	100 mg/l		
MEST ³	35 mg/l mesuré en moyenne annuelle		
AOX	1 mg Cl ⁻ /l		
Rendement ¹ STEP BIO sur la DBO ₅	/	A	
DBO ₅	100 mg/l	M sur échantillon moyen prélevé sur 24 h	T
Arsenic	25 µg/l	M sur échantillon moyen prélevé sur 24 h	
Chloroforme	100 µg/l	M sur échantillon moyen prélevé sur 24 h	

¹ : les rendements faisant l'objet d'une norme sont calculés de la manière suivante :

Rendement sur la DCO = $[(1-(K+L))/(E+F+A+B+C+D))*100]\%$

Rendement sur les MES = $[(1-(K/(A+B+C+D+E+F)))*100]\%$

Rendement sur la DBO₅ = $[(1-(sortie N008-K)/(sortie N008))*100]\%$

² : Une mesure en continu du COT peut remplacer celle de la DCO. Dans ce cas :

- L'exploitant établit un tableau de corrélation entre la mesure en continu susmentionnée et les normes à respecter ;
- La DCO est mesurée à fréquence H.

³ : applicable au 31/12/2020

ARTICLE 3.2 : CONDITIONS DE REJET APPLICABLES AUX REJETS DES EAUX DE REFROIDISSEMENT (EREF) DANS LE RESEAU PLUVIAL

Les rejets des eaux de purge ne doivent subir aucune altération chimique liée au fonctionnement des installations, autre que l'altération due aux nécessités de traitement de ces eaux (contre les légionnelles et l'entartrage principalement), et sont rejetées dans le réseau d'égout pluvial de l'établissement.

Aucun contact entre les eaux de refroidissement et les substances dangereuses présentes dans les installations ne doit avoir lieu.

ARTICLE 4 : REGLES D'EXPLOITATION

Les installations de traitement (ou de prétraitement) des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites réglementaires prévues par le présent chapitre sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de façon à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, concentration...) y compris en période de démarrage ou d'arrêt de l'unité de production.

Les paramètres permettant d'assurer la conduite d'une installation de traitement sont mesurés périodiquement. Les résultats des analyses sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Pour sa STEP BIO, l'exploitant assure un suivi des paramètres suivants :

- **Taux de marche dégradée :**

Définition d'une marche dégradée

Fonctionnement de la STEP-BIO sans pouvoir respecter les valeurs limites de rejet en sortie, en termes de :

- concentration DCO ;
- ou concentration MES.

Critères d'identification d'une marche dégradée

Une marche dégradée peut avoir comme origine :

- une indisponibilité partielle des unités de traitement due à des pannes techniques ;
- une dérive non maîtrisée des paramètres d'exploitation des unités de traitement (température, toxique, dosage de réactifs, concentration de la liqueur, etc.)

Calcul

Cumul mensuel du nombre de jours pendant lesquels la sortie STEP-BIO est hors des valeurs limites des critères définis ci-dessus.

Une analyse des causes de défaillance sera effectuée.

- **Taux d'envoi des effluents :**

Définition

Ratio « DCO **reçue** à la STEP-BIO » / « DCO reçue à la STEP-BIO + DCO redevable d'un traitement à la STEP-BIO mais détournée vers les bassins de décantation »

Calcul (cf schéma global de l'installation pour les points de mesures)

- pour le calcul du taux d'envoi de chaque service concerné ;
 - ✓ $IXAN: (E+F) / (E+S+T+R+F)$
 - ✓ $Allyliques : (A+B) / (A+AB+B+O)$
 - ✓ $DCE : C / (C+P)$
 - ✓ $PVDF : D / (D+Q)$
- pour le calcul du taux d'envoi de l'ensemble des services connectés à la STEP-BIO.
 - ✓ $(A+B+C+D+E+F) / (E+S+T+R+F+A+AB+B+O+C+P+D+Q)$

• **Taux d'abattement DCO global (périmètre = services Allyliques, DCE, IXAN et PVDF) :**

Définition :

Ratio « DCO abattue par les unités de prétraitement physico-chimiques PCT DCE, FLT PVDF, PCT IXAN et par l'unité de traitement biologique » / « DCO sortant des services Allyliques, DCE, IXAN et PVDF traitée à la STEP-BIO et/ou dirigée vers les bassins de décantation ».

- pour le calcul du taux d'abattement DCO global :
 - ✓ $1 - ((X+T+AB+O+V+W+K+L) / (X+F+E+I+T+A+AB+B+O+C+V+Y+D+W+Z))$

Ces données sont compilées et analysées de manière à tirer les enseignements nécessaires à l'optimisation du fonctionnement de la STEP BIO. Ce bilan est adressé trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Si un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre des dispositions pour réduire la pollution émise ; il devra prioritairement stocker temporairement les effluents en entrée de STEP BIO et limiter ou arrêter si besoin les fabrications concernées dans le respect des dispositions particulières prévues par les titres spécifiques du présent arrêté, ou, le cas échéant, des arrêtés préfectoraux réglementant chacune des unités. Aucune nouvelle fabrication à fort grade de DCO n'est engagée durant cette période.

A cet effet l'exploitant doit avoir préalablement identifié les productions fortement productrices de flux polluants dont la DCO sous la forme d'un inventaire. Cet inventaire est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En dernier recours et après application des prescriptions précitées, les effluents résiduels peuvent être détournés vers les bassins de décantation du site durant une durée la plus courte possible pour respecter, par lissage, les normes de rejet de l'article 3.3. Le cheminement de ces effluents figure sur le schéma de la STEP BIO de l'article 3.1 du présent titre.

L'ensemble des prescriptions précitées est décliné par l'exploitant au travers d'un ou plusieurs plans de délestage.

Le suivi des installations est confié à un personnel compétent disposant de la formation nécessaire.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

ARTICLE 5 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 5.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les sols des unités mettant en œuvre des substances susceptibles de conduire à une pollution du sol ou des eaux superficielles et / ou souterraines, sont étanches, inertes vis-à-vis des produits employés et / ou manipulés, incombustibles et équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur.

ARTICLE 5.2 : RETENTIONS

Article 5.2.1 : Règles générales applicables aux capacités de rétention

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels en lien avec des réservoirs ou stockage de tétrachlorure de carbone, ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

La capacité de rétention doit être maintenue propre et vide (*). Dans ce cadre, l'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence en procédant à l'évacuation des eaux pluviales recueillies par ces dispositifs aussi souvent que nécessaire.

****sauf exception explicite dans le titre spécifique réglementant les retentions associées à certaines installations (par exemple, maintien d'un niveau d'eau minimum, ou de balles, en permanence dans telle ou telle rétention, pour limiter les risques d'inflammation en cas d'écoulement dans ladite rétention).***

Article 5.2.2 : Volume des retentions associées aux stockages fixes : cas général

Les dispositions du présent article 5.2.2 s'appliquent à l'ensemble des stockages non explicitement visés à l'article 5.2.3.

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de confinement et de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, à 800 litres minimum ou égale à la capacité totale des récipients lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Article 5.2.3 : Volume des rétentions associées aux stockages fixes : cas particuliers

Par dérogation aux dispositions de l'article 5.2.2, les rétentions associées aux stockages fixes suivants respectent à *minima* les règles suivantes :

Libellé du stockage	Produits stockés	Volume de rétention présent (m³)	Mesure compensatoire / date de mise en place
Stockage 100 m³ IXOL (réservoirs S004 et S005 de 42 m³ chacun, réservoir S007 de 40 m³)	IXOL (polyol bromé)	0 pour l'ensemble « réservoirs S004 / S005 », 62 pour le réservoir S007	Aucune

ARTICLE 5.3 : TRANSPORTS - CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs de stockage sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Article 5.3.1 : Volume des rétentions associées aux aires de chargement / déchargement – Cas général

Les dispositions du présent article 5.3.1 s'appliquent à toutes les aires de chargement / déchargement non visées explicitement à l'article 5.3.2 ci-après.

Les aires de chargement et de déchargement de substances susceptibles de conduire à une pollution doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'article 5.2.2 ci-avant.

Pour les aires de chargement / déchargement suivantes, la rétention doit respecter les règles énoncées ci-avant.

Libellé du stockage	Produits transférés	Volume de rétention présent (m ³)
Déchargement brome, secteur CERA (container sur wagon, quantité max. 8 m³)	Brome	Aire bétonnée équipée de caniveaux et connectée à une fosse déportée de 8 m ³ . Fosse équipée d'une vanne de fond pour vidange vers égout chimique. Possibilité d'injecter de la soude caustique dans le même égout pour destruction du brome avant envoi vers les bassins de décantation.
Déchargement bisulfite de sodium (stockage DEF du service fluorés)	Bisulfite de sodium	Aire bétonnée surélevée équipée de caniveaux et connectée à la cuvette du stockage d'une capacité de 60 m ³ .

Article 5.3.2 : Volume des rétentions associées aux aires de chargement / déchargement – Cas particuliers

Les rétentions associées aux aires de chargement et de déchargement de substances susceptibles de conduire à une pollution, doivent être étanches et reliées à des rétentions dont le dimensionnement, par dérogation aux dispositions de l'article 5.3.1, respecte à *minima* les règles suivantes :

Libellé du stockage	Produits transférés	Volume de rétention présent (m ³)
Déchargement HF	HF	5 m ³ minimum

